



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Arrêté Préfectoral de mise en demeure

N° 20230407-DEC-DAEN0408 du **2 MAI 2023**

de la société IBE Textiles colors, 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence  
de respecter les prescriptions applicables aux activités de stockage/conditionnement de produits  
chimiques

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 juin 1996 à la société IBE textiles colors sur le territoire de la commune de BEAUMONT-LES-VALENCE (26760), 4 route de Valence concernant notamment les rubriques 2330 et 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 4.8.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1996 susvisé qui stipule que : les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés par le paragraphe 4.8.1 seront équipées de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

**Vu** le rapport d'inspection du 14 mars 2023, suite à l'inspection du 1<sup>er</sup> mars 2023, relevant que : *dans un local situé côté Ecoutay, des fûts contenant des produits susceptibles d'entraîner une pollution en cas d'écoulement, qui présentent des pictogrammes « toxiques pour l'environnement » sont stockés sans rétention. L'exploitant doit immédiatement placer ces stocks sur rétention. Il justifiera de cette mise en conformité en transmettant des photographies à l'inspection de l'environnement sous huit jours à compter de la date de réception du présent rapport ;*

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 11 avril 2023 suite à l'inspection du 29 mars 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 12 avril 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 29 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les fûts stockés dans le bâtiment dit « la cuisine ram » situé le long de l'Ecoutay n'étaient toujours pas sur rétention ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.8.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1996 susvisé ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où en cas d'écoulement, les produits peuvent constituer un risque de mélanges incompatibles et seront récupérés dans le bassin de rétention le long de l'Ecoutay relié à la station d'épuration ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IBE Textiles colors de respecter

les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1996 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme :

### **ARRÊTE**

**Article 1** - La société IBE Textiles Colors (n° SIRET : 39284889100017) exploitant des installations classées sur le territoire de la commune de BEAUMONT-LES-VALENCE (26 760), 4 route de Valence, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.8.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1996 en stockant les produits dangereux pour l'environnement sur rétention **sous 15 jours**.

**Article 2** - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse: [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

**Article 4** - Le présent arrêté est notifié à la société IBE TEXTILES COLORS. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de BEAUMONT-LES-VALENCE et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme ([www.drome.gouv.fr](http://www.drome.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** - La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, Monsieur le maire de la commune de BEAUMONT-LES-VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **- 2 MAI 2023**

La préfète,

  
Pour le Préfet, en délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARDOLARC'H**